

Exemplaire à conserver

le vilain p'tit canard

n°9 **Vendu 1f**
soutien: 2f



edito
Les absents n'ont pas toujours tort...

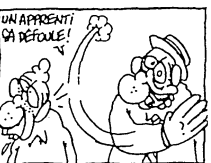
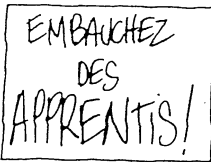
ETATS GENERAUX: PREMIER BILAN

Judi dernier se sont déroulés à la fac les états généraux. Cette journée devait donner l'occasion à tous d'exprimer son point de vue sur l'université que nous voulons. Malheureusement, en ce beau jour de printemps, les amphes qui auraient pu être le lieu de débats et de réflexions ont été désertées par les étudiants. Quelques profs, quelques représentants des IATOSS et des syndicats étudiants étaient présents.

Il serait trop facile d'expliquer cette situation par un soi-disant désintérêt des étudiants vis-à-vis de la réforme universitaire. Cette absence d'étudiants est justifiée par la mauvaise circulation de l'information au sein de la fac. Beaucoup d'entre nous ne savaient pas ce qu'étaient les états généraux à Evry et les autres, ceux qui avaient la chance de savoir, n'ont pas eu le sentiment d'y avoir été conviés ou bien ont douté de l'utilité d'une journée de réflexion. En effet, ne nous leurrons pas, Bayrou, en proposant la tenue d'états généraux en vue d'une concertation générale, a simplement voulu calmer le colère qui a éclaté en novembre et décembre. Il ne faut pas rêver! Il ne va pas écouter et prendre en compte ce que veulent ceux qui vivent à l'université au quotidien! Nous devons subir et surtout pas agir!

La réforme universitaire est déjà préparée et programmée et tout cela sans la consultation des principaux intéressés : nous ! Il sera absolument nécessaire de faire savoir à notre ministre ce que nous pensons de ses méthodes et de la commission Fouroux. Malgré tout cela, par souci d'information et de transparence, il nous a semblé utile de faire un compte-rendu des débats qui se sont tout de même tenus pendant cette journée. Quatre ateliers avaient été mis en place : la gestion de l'université ; la vie étudiante ; les personnels et leur représentation ; la transmission du savoir, l'orientation et la pré-professionnalisation. Nous allons donc exposer les principales propositions qui ont émergées de ces discussions.

En ce qui concerne la gestion de l'université, le souhait largement exprimé consistait en l'intégration de la fac d'Evry dans le cadre de la loi Savary de 1984, ce qui permettrait la tenue d'une gestion plus démocratique, cela impliquerait une plus grande participation de



tous les acteurs de la fac et plus particulièrement des étudiants.

Du point de vue de la vie étudiante, les représentants de l'UNEF et de l'UNEF-id ont insisté sur la nécessité d'attribuer une allocation pour tous et toutes. Cette attribution serait basée sur une revalorisation de l'étudiant. Ce dernier devant être considéré comme un tra-

vailleur en formation et, à ce titre, ayant droit à une rémunération en échange de son travail productif différé.

Les diverses revendications sur la vie sociale de l'étudiant ont été rappelées en matière de logement en cité-U, de resto-U, de transport, de santé et aussi celles concernant la situation des étudiants salariés, des étudiants

parents et des étudiants étrangers. L'atelier « les personnels et leurs représentants » a été le lieu de confrontations d'opinions et de ces discussions sont ressorties quelques propositions et revendications : l'augmentation du recrutement des titulaires administratifs, techniques et enseignants ; la fin du recours à des emplois précaires ; l'ouverture de perspectives d'évolu-

tion de carrière ; de meilleures conditions de travail et une meilleure reconnaissance des compétences des différentes catégories de personnels intervenants dans l'université.

Le quatrième atelier était consacré à la transmission du savoir, l'orientation et la pré-professionnalisation. Les intervenants ont tout d'abord rappelés que l'université ne devait pas être considérée responsable de l'échec de l'insertion professionnelle des jeunes. La massification des étudiants a conduit à l'hétérogénéité du niveau d'aspiration de chacun. Il est nécessaire d'augmenter le nombre d'enseignants chercheurs et de IATOSS. Plus de postes d'enseignants chercheurs, cela passe par la reconnaissance pour les PRAG d'un statut conciliant enseignement et recherche et donc nécessité de la diminution de leurs heures d'enseignement, mais aussi création de postes permettant l'embauche et la reconnaissance d'un véritable statut pour les doctorants.

La possibilité de se réorienter et le tutorat doivent être réinstaurés pour limiter le nombre d'échecs en cycle universitaire. Le lien entre enseignement et recherche doit être conservé car celui-ci est finalement aussi un moyen d'établir le lien entre étudiants et entreprises. La recherche assure le renouvellement du savoir. Il faut donc envoyer la politique de pénurie sur les moyens donnés à la recherche.

Le problème de la BU a été aussi abordé dans les différents ateliers. La constitution d'une BU (une vraie cette fois) est programmée pour l'année prochaine, mais restons vigilants, car contrairement à ce que nous avons promis le conseil général au moment des grèves, à savoir le vote des crédits de construction des décembre, cette décision ne devait être prise finalement qu'en juillet au plus tôt. D'ici-là, les heures d'ouverture de notre « épil préfabriqué » seront allongées et l'accès à la bibliothèque sera possible le samedi. Mais pour tout cela il faut attendre la rentrée d'octobre.

L'importance d'une BU digne de ce nom dans la vie étudiante et pour la transmission du savoir a été largement soulignée. Espérons que la réalité corresponde à nos aspirations.

Voilà donc un premier bilan des états généraux, pour plus d'exhaustivité et de précisions, l'UNEF a proposé une diffusion publique des différentes contributions et des conclusions de ces états généraux. Une copie va aussi être envoyée à Bayrou. Il n'en fera pas grand-chose et surtout pas une base de réflexion. La réforme qu'il veut mettre en place ne prévoit pas l'augmentation des moyens nécessaires au bon fonctionnement de l'université. Sa politique de pénurie n'est qu'une politique de sélection sociale à peine déguisée.

À l'UNEF, nous militons pour un enseignement démocratique, public, de qualité, libre et gratuit pour tous, menant à un emploi. Nous sommes donc toujours prêts à nous battre contre toute politique de sélection.

Stéphanie

THÉÂTRE DU CAMPAGNOL: arrête ton char... Dassault!

Depuis quelques semaines, l'UNEF et le vilain petit canard ont relayé une pétition de soutien à la scène dramatique nationale du Campagnol. En effet le maire de Corbeil-Essonne, ville d'implantation du théâtre, a tout simplement supprimé de moitié les subventions nécessaires à son fonctionnement. Pour mieux comprendre la situation, nous avons interviewé pour vous Marie-Agnès Sevestre, secrétaire générale du théâtre.

le vilain p'tit canard: tout d'abord racontez nous l'histoire du Campagnol.

M.A Sevestre: Jean-Claude Pencherat, le directeur a monté avec Ariane Mnouchkine la troupe du théâtre du soleil, après un certain temps, il décide de monter sa propre troupe, qui, au sein du théâtre du soleil connaît un certain succès. En 1978, le Campagnol s'installe à la «Piscine» de Chatenay-Malabry ou il développe son travail rencontrant l'adhésion d'un large public. En 1981, le théâtre devient centre dramatique national (C.D.N.) à la suite de la création du «Bal» qui deviendra par la suite un film. Mais suite à des tensions avec la mairie, la troupe quitte la «Piscine», et pendant un an présente un spectacle itinérant. Puis sur proposition du ministre de la culture et de l'ancien maire de Corbeil-Essonne, Robert Combrison, la troupe s'installe dans le centre culturel Pablo Neruda.

lvpc: Quel est le mode de financement du théâtre?

M.A S: En principe les C.D.N. sont financés par l'Etat, la ville et le conseil général.

Jusqu'à présent, le conseil général a refusé de nous subventionner, mais vu l'état actuel des choses, il envisage de nous aider à hauteur de un million de francs. L'Etat et la ville nous fournissent chacun 7,5 millions de francs.

lvpc: Quel public touchez vous?

M.A S: Les jeunes constituent une large part de notre public, environ 35%. Sinon 70% de nos spectateurs viennent de l'Essonne et 25% de Corbeil même.

lvpc: vous menez je crois des actions particulières qui vous font sortir des murs du théâtre même...

M.A S: Oui, nous sommes jumelées avec 4



collèges du département, on y organise des rencontres avec les metteurs en scène, les acteurs, on cherche à y développer le goût du théâtre avec notamment un travail sur l'improvisation. Nous travaillons également étroitement avec les structures municipales et les associations de la ville: M.J.C, médiathèque, Tambours de la Nacelle entre autres.

lvpc: Revenons sur l'origine du conflit actuel avec la mairie.

M.A S: En décembre Jean Claude Pencherat a refusé d'accueillir un meeting autour du nouveau maire Serge Dassault visant à une dénonciation de l'ancienne municipalité communiste dans le théâtre, depuis ce qui n'était qu'une menace est devenu réalité: la mairie a décidé de réduire ces subventions à hauteur de 3,5 millions de francs. De plus la mairie demandait un droit de regard sur notre programmation, et avait la volonté explicite de nous imposer ses choix, ce qui par ailleurs entraînait en contradiction avec le contrat passé avec l'Etat.

lvpc: Vous organisez donc une campagne de soutien au Campagnol... Jusqu'à présent de qui avez-vous reçu le soutien?

M.A S: La minorité du conseil municipal nous soutient, de même que plusieurs associations, nombres d'enseignants, des gens de la profession, et beaucoup d'autres, nous avons recueilli plus de 3000 signatures mais ce n'est qu'un début.

lvpc: Que comptez-vous faire par la suite?

M.A S: Le 14 avril se tiendra une réunion publique au théâtre, le lundi 15, Jean Claude Pencherat rencontre le ministre de la culture avec Ariane Mnouchkine et d'autres représentants de notre profession, mercredi 17, c'est M. Dassault qui rencontre le ministre... Après on verra, en mai juin le théâtre sera ouvert en permanence et y seront organisées de nombreuses manifestations culturelles.

propos recueillis par Olivier

B R È V E (S) & AGENDA

Invasion de grenouilles

Figurez vous que, le week-end dernier (non pas celui-là, celui d'avant) le bon peuple d'Evry était cordialement invité à célébrer (pâques oblige) l'inauguration de son écrivain géant pour opium futuriste: La cathédrale d'Evry ouvrait ses portes... Et les nôtres! En effet, faute de place, des locaux de l'université ont été mis à la disposition des adeptes-grenouilles de béni-hier du gourous Jean Paul. On imagine pas la place que ça prend un troupeau de batraciens sautoyés à l'encens! Quelle belle leçon de toxicité nous ont donné là nos chères autorités universitaires! Parfaitement à l'unisson avec notre bonne vieille mairie socialiste et son grand vicairre Guyard, qui dans le dernier numéro de son torchon officiel et municipal n'en peut plus de cirer les langues (de combat, cela

va sans dire) du forcené de Rome.

Et notre premier magistrat local d'annoncer non sans fierté que ce n'est qu'un début et qu'une suite sera organisée à ces agapes cléricales... le 1er mai!!! On croit rêver! Quand on pense que c'est la croix et la bannière pour obtenir un amphithéâtre pour y organiser... la projection d'un film, tient, par exemple. Non mais sans blagues est-ce qu'on squatte chez eux quand on manque d'amphithéâtre pour nos cours? Puisque c'est comme ça réservez votre dimanche Pâques de l'année prochaine on organise une chose aux oeufs de pâques géante dans leur usine à gaz mégalo, ça fera marquer les gosses et on invitera les sans papiers de St Ambroise! Vengeance!

Vincent



unef si vous voulez participer à nos activités ou publier un article n'hésitez pas à nous contacter: AG-UNEF EVRY, université d'Evry-Val d'Essonne, Boulevard des coquibus (bât 11e de France : SALLE 27), 91000 Evry. tel: 69.47.71.59

SDF
C'EST UN MÉTIER!



RAPPORT FAUROUX: AUX ARMES!

Alors que se préparent les états généraux de l'enseignement supérieur, la commission Fauroux, créée par le gouvernement, prépare un rapport sur le système éducatif en France. Un texte de réflexion «confidentiel» issu des travaux de la commission donnera aux impatients de bonnes raisons de vibrer en attendant le rapport final qui pourrait laisser craindre de nouvelles «réformes» (comprendre démolition des acquis) dès la maternelle!

Interviewé par le monde le 12 avril 96, le président de l'UNEF-id donnait un bon aperçu de ce qui nous attend: «chaque «expert» se sent obligé d'enfoncer la même porte ouverte: l'université de masse ne peut plus être régie par les mêmes mécanismes qu'il y a 20 ans... La belle affaire! Et l'on nous ressort le classique triptyque sélection-professionnalisation-régionalisation... Du réchauffé de rapport Laurent en quelque sorte: sous couvert d'expertise bienveillante, le ministère cherche de bonnes raisons de refuser l'égalité de l'éducation pour tous.

Dès le collage en effet, il s'agit de repérer ceux qui sont capables d'aller loin et de ne pas «faire perdre leur temps aux autres»: pour Fauroux le collège unique «ne convient pas à la diversité des intelligences». Quel besoin en effet d'enseigner l'histoire et la littérature à un gamin de 10 ans destiné à finir O.S? D'où l'idée de professionnalisation précoce, largement empruntée au C.N.R.F qui rêve d'une formation en entreprise répondant aux besoins à court terme.

Toujours selon le rapport, ce serait «un moyen efficace d'aider à mûrir une génération qui a parfois tendance à s'attarder dans le confort de l'enfance». Quel confort en effet! M. Fauroux ne sait il pas qu'un nombre croissant de jeunes souffrent de malnutrition parce que leur parents n'ont plus de quoi les nourrir convenablement? Les accuser de s'attarder dans l'enfance alors que les perspectives du passage à l'âge adulte se traduisent par chômage et précarité! La solution proposée: «la remise en cause de toute configuration scolaire uniforme» égalité disions nous? N'essaie pas de comprendre les maths mon petit, tu n'en aura pas besoin pour visser des boulons comme ton papa.

Pour ceux et celles qui n'auraient pas été exclus du système scolaire dès 16 ans, le parcours du combattant pour s'ins-

crire en fac commencera dès l'année de première, avec lettre de motivation, entretiens avec des représentants de l'université et évaluation du livret scolaire, c'est beau l'amérique! Rappelons que jusqu'à preuve du contraire toute sélection à l'entrée à l'université est illégale.

Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, tremblons dans nos chaumières, avec une réforme des DEUG qui en ferait un prolongement de fait du lycée; autonomie accrue, vers l'abandon du caractère national des diplômes et une profonde inégalité de fait entre étudiants des régions riches et ceux des régions pauvres, sans compter l'abandon du lien entre recherche et enseignement pour les enseignants affectés aux premiers cycles: recrutement massif de profs détachés du secondaire sans perspective d'adaptation de leur statut et de leur service aux exigences de la recherche et un pied de nez à tous les thésards au chômage piétinant dans l'attente d'un poste d'enseignant chercheur.

Le spectre du chômage hante bien sûr la commission avec comme proposition pour y remédier la solution miracle du développement de la professionnalisation et de l'apprentissage: il s'agit encore une fois de fournir de la main d'oeuvre «kleenex» utilisable quelques années le temps que le savoir faire inculqué soit dépassé. Il est tout à fait simpliste de réduire le chômage des jeunes à un problème de formation, comment s'insérer en effet dans un marché du travail de toute façon saturé? La solution est à chercher ailleurs que dans les tords du système éducatif qui a décidément bon dos.

Entre le coup de la consultation «la plus large possible» que constituent les états généraux et le «verdict des experts» de la commission Fauroux notre avenir, celui des générations de futurs étudiants, et des personnels est mal barré.

Rendez-vous dans deux mois (donc en fait à la rentrée 96, pas bêtes les bestiaux) pour les conclusions définitives du gang Fauroux... On peut commencer à ressortir et à astiquer les banderoles de 86, on va pas se fatiguer, à part le nom du ministre, les slogans sont les mêmes. Après «Devaquet au piquet!», «Fauroux: faux-culls».

Marionne